



Communiqué de presse du 22 juillet 2008

OMC: les paysans du monde entier n'entendent pas être des victimes!

Les représentants des organisations agricoles du monde entier ont remis aujourd'hui une déclaration commune à Monsieur Pascal Lamy, directeur général de l'OMC. Dans cette déclaration, ils protestent contre la proposition figurant actuellement dans le dossier agricole parce qu'elle sert seulement les intérêts de quelques gros exportateurs de produits agricoles et pousse un très grand nombre d'exploitations agricoles familiales vers la ruine. Or, celles-ci sont les piliers sur lesquels repose l'alimentation des populations locales.

Depuis hier se tient à Genève une conférence restreinte de l'OMC qui réunit les ministres d'un certain nombre de pays membres pour tenter de débloquent les négociations du cycle de Doha. Si les propositions qui font actuellement l'objet de négociations venaient à être adoptées, les agriculteurs - et en particulier les petits agriculteurs du monde entier - seraient sacrifiés sur l'autel du libre-échange. Ceci alors que l'on se rend très bien compte que la libéralisation qui progresse sans cesse ne peut résoudre ni la crise alimentaire mondiale ni les problèmes d'environnement sans cesse croissants, mais au contraire qu'elle ne fait que les exacerber. Elle menace l'existence des exploitations paysannes familiales du monde entier qui travaillent de manière durable et alimentent avant tout les marchés nationaux respectifs.

Les représentants agricoles des pays industrialisés, émergents et en développement, comme la Suisse, l'UE, le Japon, le Canada, l'Inde, le Sri Lanka et le Kenya font ressortir dans une déclaration commune que les propositions actuellement étudiées concernant le domaine agricole ne profitent qu'aux grands pays exportateurs de produits agricoles, tels que les USA, le Brésil et l'Australie au détriment des petites exploitations, piliers des communautés rurales. Dans leur déclaration, les paysans des pays membres de l'OMC revendiquent le droit pour chaque pays de produire des denrées alimentaires lui permettant de nourrir sa propre population. Ils exigent en outre que soient prises en compte les préoccupations spécifiques de chaque pays en matière de sécurité alimentaire, d'écologie, de bien-être des animaux et d'espace rural.

Toutes les organisations paysannes ayant œuvré à l'élaboration de la déclaration, sont unanimes pour dire qu'elles ne s'opposent pas à la conclusion d'un accord, mais que cela ne doit pas se faire à n'importe quel prix ! L'OMC a pour mission de promouvoir l'agriculture au niveau mondial et non de la détruire pour le profit de quelques-uns. Ceci d'autant moins que nous nous trouvons dans une période où l'approvisionnement en denrées alimentaires est de plus en plus difficile.

Renseignements:

Heidi Bravo, Relations internationales Union suisse des paysans, portable 0041 78 681 86 06

Sandra Helfenstein, porte-parole de l'USP, portable 0041 79 826 89 75

Simon Michel-Berger, Press Officer, COPA-COGECA, tél. 0032 474 840 836

Shelby Matthews, Chief Policy Advisor, COPA-COGECA, Tel. 0032 473 66 30 71